

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Première session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 13–15 février 2012

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/2012/8/1**  
24 janvier 2012  
ORIGINAL: ANGLAIS

## INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – PHILIPPINES 200296

**Appui aux ménages déplacés de retour chez eux et aux autres ménages touchés par le conflit dans le centre du Mindanao, et renforcement de la capacité nationale de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise**

Nombre de bénéficiaires	977 112
Durée du projet	24 mois (1 <sup>er</sup> mai 2012–30 avril 2014)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	38 947 tonnes
<b>Coût (dollars É.-U.)</b>	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	27 282 464
Coût des transferts monétaires/bons pour le PAM	2 000 000
Coût total pour le PAM	49 014 993

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB\*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Bangkok (Asie)

## RÉSUMÉ

Quarante ans de conflit ont fait 150 000 morts et déplacé 2 millions de personnes dans le Mindanao, où la dernière recrudescence en date du conflit (2008/09) a entraîné le déplacement de 700 000 personnes dans le centre de l'île et fragilisé l'infrastructure et les moyens de subsistance. La plupart des personnes déplacées sont aujourd'hui rentrées chez elles, mais une aide au relèvement reste nécessaire et des chocs ultérieurs, notamment des inondations et de violentes querelles, ont encore aggravé la vulnérabilité, en particulier l'insécurité alimentaire. Les pourparlers de paix sont interrompus et il est peu probable qu'ils aboutissent au cours des deux années à venir. La présente intervention répond aux besoins estimés en adoptant une approche souple qui permettra de s'adapter aux changements potentiels.

Faisant suite à l'intervention prolongée de secours et de redressement 200131, la présente intervention vise à aider à rétablir les moyens de subsistance des communautés touchées par le conflit qui vivent dans l'insécurité alimentaire et à accroître leur capacité de résistance face aux chocs, le but étant de contribuer à la consolidation de la paix. Un appui ciblé aidera à renforcer les capacités des acteurs nationaux et locaux afin d'améliorer la préparation aux catastrophes et les interventions en cas de crise, conformément aux Objectifs stratégiques 1, 2 et 3<sup>1</sup> et aux objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4, 5 et 7<sup>2</sup>.

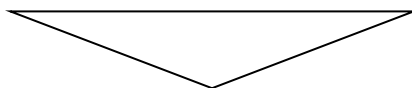
Cette intervention tient compte des évaluations récentes qui ont préconisé de poursuivre les opérations du PAM dans le Mindanao et souligne l'importance de l'atténuation des effets des catastrophes et de la préparation aux situations d'urgence aux Philippines. Elle est en harmonie avec le Plan de développement des Philippines pour 2012-2016, qui étaye les mesures prises par le Gouvernement à l'appui de la paix et du développement, et avec le Plan d'action humanitaire des Nations Unies (2012) en faveur de l'assistance intégrée aux communautés vivant dans les zones de conflit aux Philippines (Mindanao). L'intervention bénéficie de l'appui du Gouvernement philippin, qui s'est engagé à la soutenir en y contribuant en nature et financièrement, dans le cadre d'un partenariat renforcé.

---

<sup>1</sup> Objectifs stratégiques: 1 — Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 2 — Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; et 3 — Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition.

<sup>2</sup> Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 — Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 — Rendre l'enseignement primaire universel; 3 — Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; 4 — Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans; 5 — Améliorer la santé maternelle; et 7 — Préserver l'environnement.

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Philippines 200296 "Appui aux ménages déplacés de retour chez eux et aux autres ménages touchés par le conflit dans le centre du Mindanao, et renforcement de la capacité nationale de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise" (WFP/EB.1/2012/8/1), qui est proposée.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## ANALYSE DE LA SITUATION

### Contexte

1. Les Philippines, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, se situent au 112<sup>ème</sup> rang sur les 187 pays classés selon l'Indice de développement humain, et au 75<sup>ème</sup> rang pour ce qui est de l'indice d'inégalité de genre<sup>3</sup>. La population, qui se place au 12<sup>ème</sup> rang mondial, croît à un rythme rapide.
2. Malgré l'amélioration de la croissance économique, l'incidence de la pauvreté est de 27 pour cent au niveau national<sup>4</sup> et atteint 38 pour cent dans la Région autonome musulmane de Mindanao. Compte tenu de la forte croissance démographique, on estime que la pauvreté s'est accrue depuis 1990.
3. Dans certaines régions du pays, en particulier dans le sud, les conflits qui ont sévi pendant des décennies ont perpétué le cycle de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Le conflit de longue date qui oppose le Gouvernement aux séparatistes de Mindanao a fait 150 000 morts, déplacé 2 millions de personnes<sup>5</sup> et fragilisé les moyens de subsistance et l'accès aux services.
4. Dans la Région autonome musulmane de Mindanao<sup>6</sup>, le Front islamique de libération Moro revendique plus d'autonomie et une part accrue du territoire. En 2008, une recrudescence du conflit entre le Front de libération et le Gouvernement a entraîné le déplacement de 700 000 personnes, dont la plupart sont désormais rentrées chez elles; mais les retours ont été plus lents au Maguindanao pour plusieurs raisons sociopolitiques. Les pourparlers de paix ont repris en décembre 2009: les deux parties se sont engagées en faveur de la paix, mais il est peu probable qu'un accord soit conclu dans un avenir proche étant donné qu'un groupe plus radical a vu le jour au sein du Front de libération, le Mouvement de libération islamique Bangsamoro, qui ne voit pas d'un bon œil les négociations de paix sous leur forme actuelle.
5. De violentes querelles familiales, qui sont fréquentes à Mindanao, ont entraîné le déplacement temporaire de nombreuses personnes et la disparition des avoirs des ménages et des biens productifs.
6. Les Philippines sont l'un des pays les plus exposés aux catastrophes naturelles au monde; elles se situent à la neuvième place sur la liste établie par la Banque mondiale des zones de la planète à risque à cet égard. Le Gouvernement a fait de la réduction des risques de catastrophe une priorité mais il reste des failles, aux niveaux tant local que national, dans le dispositif de gestion des risques et d'organisation des secours, comme on l'a vu avec la tempête tropicale Washi en décembre 2011 (450 000 personnes ont été déplacées), les inondations qui ont touché le centre de Mindanao en juin 2011 et les typhons Nalgae et Nesat en octobre 2011, qui ont fait 4 millions de victimes et mis à rude épreuve le dispositif national de secours.

<sup>3</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2011. *Rapport sur le développement humain 2011*. New York.

<sup>4</sup> Conseil national de coordination des statistiques des Philippines. 2010. *2009 Official Poverty Statistics*. Manille.

<sup>5</sup> Coletta, N.J. 2011. *The search for durable solutions: armed conflict and forced displacement in Mindanao, Philippines*. Washington, Banque mondiale.

<sup>6</sup> Créée en 1986; les cinq provinces en sont Maguindanao, Lanao del Sur, Basilan, Sulu et Tawi-Tawi.

## Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

7. Les Philippines sont l'un des principaux producteurs et importateurs de riz au monde. Le Gouvernement s'est doté d'un plan en faveur de l'autosuffisance alimentaire mais, depuis trois ans, la production nationale de riz diminue de 3 pour cent par an en raison principalement de conditions météorologiques difficiles. Quand les prix sont avantageux, le PAM achète du riz localement par l'entremise de l'Autorité alimentaire nationale, bien que ce riz soit pour l'essentiel importé.
8. L'insécurité, les catastrophes naturelles et la faiblesse des investissements dans l'infrastructure freinent le développement des moyens de subsistance et des marchés dans les zones rurales reculées du centre de Mindanao. Les paysans vendent l'essentiel de leur production à des intermédiaires, souvent à bas prix, en raison du manque d'installations de stockage et du coût élevé du transport: leur vulnérabilité est aggravée par l'endettement, qui les empêche d'acheter des produits alimentaires pendant les périodes de soudure. Les zones urbaines, où l'accès aux marchés est plus aisé et les prix des produits alimentaires plus stables, sont adaptées pour les transferts en espèces ou sous forme de bons, ou pour les interventions associant transferts monétaires et assistance alimentaire. Une étude des marchés réalisée par le PAM met l'accent sur l'économie des ménages et le recours aux institutions financières pour aider à décider des formes d'assistance envisageables.
9. Les prix des produits alimentaires, bien qu'élevés, sont restés stables depuis douze mois, et l'inflation se situe en moyenne à 4,5 pour cent<sup>7</sup>. Par contre, les prix des carburants ont flambé, d'où un accroissement des tarifs de transport de 14 pour cent au cours du premier trimestre de 2011.
10. Une étude récente des moyens de subsistance réalisée par la Banque mondiale et le PAM<sup>8</sup> a confirmé une lente reprise des activités, essentiellement dans le domaine agricole. Les moyens de subsistance proviennent exclusivement du commerce, du travail journalier et du transport. Les personnes qui viennent de rentrer chez elles ont moins de biens. Deux tiers des ménages de la province de Maguindanao appartiennent aux deux quintiles les plus pauvres, contre 36 pour cent, voire moins, dans d'autres zones du centre de Mindanao. La proportion de ménages dirigés par une femme est particulièrement élevée pour les quintiles les plus démunis.
11. L'étude sur les moyens de subsistance a montré que l'insécurité alimentaire était plus fréquente pour les ménages touchés par le conflit de 2008/09. Dans les communautés de Maguindanao et de Lanao del Sur, 50 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire jugée carencée ou limite; dans d'autres provinces touchées par le conflit, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 25 pour cent.
12. La dénutrition reste préoccupante, en particulier dans les zones où a sévi le conflit. L'enquête nutritionnelle nationale de 2008<sup>9</sup> a montré que l'état nutritionnel était plus dégradé dans la Région autonome musulmane de Mindanao que dans le reste du pays: l'insuffisance pondérale y est plus forte (24 pour cent, contre une moyenne nationale de 21 pour cent), le retard de croissance considérable (40 pour cent, contre une moyenne nationale de 32 pour cent), et l'émaciation grave (10 pour cent, contre une moyenne nationale de 7 pour cent)<sup>10</sup>. D'après les estimations de cette étude, 27 pour cent des

<sup>7</sup> Bureau des statistiques agricoles. Disponible à l'adresse: [www.bas.gov.ph/](http://www.bas.gov.ph/)

<sup>8</sup> Banque mondiale et PAM. 2011. *Violent Conflict and Displacement in Central Mindanao - Challenges for Recovery and Development*. Manille.

<sup>9</sup> Institut de recherche sur l'alimentation et la nutrition. 2008. *National Nutrition Survey*. Manille.

<sup>10</sup> Organisation mondiale de la Santé. 1995. *Cut-off values for public health significance*. Base de données mondiale sur la croissance et la malnutrition des enfants. Genève.

femmes enceintes de la Région autonome musulmane de Mindanao étaient en danger d'un point de vue nutritionnel et 13 pour cent des femmes allaitantes étaient en déficit pondéral.

13. Au début de 2009, une évaluation menée conjointement par le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur la sécurité alimentaire et la nutrition<sup>11</sup> dans les communautés touchées par le conflit dans le centre de Mindanao a révélé que la malnutrition aiguë globale y atteignait 9,8 pour cent et s'approchait donc du seuil critique, d'où la nécessité d'interventions nutritionnelles ciblées.
14. Une bonne part de la population, toutes tranches d'âge confondues, souffre de carences en micronutriments. L'anémie ferriprive est grave chez les nourrissons âgés de 6 à 11 mois (56 pour cent), les enfants de 1 an (41 pour cent) et les femmes enceintes (42 pour cent)<sup>9</sup>.
15. Pour réduire la pauvreté et promouvoir la paix, l'instruction est un facteur crucial. La violence et les catastrophes naturelles ont interrompu la scolarité des enfants dans plusieurs provinces. Le Département de l'éducation de la Région autonome musulmane de Mindanao reconnaît que, pour améliorer l'accès et l'équité, il faut surmonter les obstacles suivants<sup>12</sup>:
  - la proportion de jeunes ayant moins de deux ans d'instruction est quatre fois supérieure à la moyenne nationale;
  - un enfant sur quatre est déscolarisé, souvent à cause d'un déplacement temporaire et d'un manque de moyens économiques;
  - dans la province de Maguindanao, la scolarisation de 14 000 enfants a été perturbée en 2010: seuls 56 pour cent des enfants de 6 à 11 ans étaient scolarisés, 30 pour cent seulement de cette cohorte ayant poursuivi leur scolarité après l'année scolaire 2009/10, ce qui signifie que sur 100 enfants entrés à l'école, 30 seulement ont terminé le cycle primaire.

## Scénario

16. Trois facteurs pourraient avoir des conséquences importantes à Mindanao: i) le déroulement des pourparlers de paix entre le Gouvernement et le Front islamique de libération Moro; ii) l'avenir du Mouvement islamique de libération Bangsamoro; et iii) les plans du Gouvernement en matière de réforme de la gouvernance de la Région autonome musulmane de Mindanao entre octobre 2011 et mai 2013.
17. Le scénario le plus probable pour les deux années à venir est la poursuite du conflit, y compris les querelles, et la récurrence de catastrophes naturelles entraînant le déplacement de nombreuses personnes, ce qui nécessiterait un soutien humanitaire, comme l'envisageait le Plan d'action humanitaire des Nations Unies de 2012 en faveur des provinces de Mindanao touchées par le conflit. Les activités du PAM devront suivre une approche souple pour permettre la poursuite de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200296, qui continue d'aider les personnes de retour chez elles qui vivent dans l'insécurité alimentaire à rétablir leurs moyens de subsistance, en particulier dans les zones reculées et peu sûres, ainsi que l'intensification des secours si besoin est. Il importe également de renforcer les moyens de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise du Gouvernement national et des collectivités locales.

<sup>11</sup> UNICEF et PAM. 2009. Évaluation conjointe d'urgence de la nutrition et de la sécurité alimentaire des personnes touchées par le conflit dans le centre de Mindanao, Philippines. Manille.

<sup>12</sup> Département de l'éducation, Région autonome musulmane de Mindanao. Disponible à l'adresse: <http://deped.armm.gov.ph>

---

## POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES GRANDS INTERVENANTS

### Gouvernement

18. Le Plan de développement des Philippines pour 2011–2016 a pour but d'atténuer la pauvreté moyennant la bonne gouvernance et une croissance sans exclusion. Les stratégies suivies à cette fin sont notamment la création d'emplois et le développement des ressources humaines grâce à l'amélioration de la protection et des services sociaux, notamment des dispositifs de sécurité sociale, de façon à protéger et à autonomiser les groupes vulnérables. Le Gouvernement élargit son programme-phare de protection sociale, dans le cadre duquel les transferts monétaires assortis de conditions sont la principale modalité de lutte contre la pauvreté.
19. En 2011, le Gouvernement a lancé le programme *Payapa at Masaganang Pamayanan* (Des communautés paisibles et capables de s'adapter), en faveur de la consolidation de la paix, de la reconstruction et du développement dans les zones touchées par le conflit. La loi de mai 2010 sur la gestion et la réduction des risques de catastrophe vise à atténuer les effets des catastrophes naturelles.

### Autres grands intervenants

20. Le Plan d'action humanitaire des Nations Unies de 2012 en faveur des provinces de Mindanao touchées par le conflit répond aux besoins actuels en matière de secours et de relèvement rapide. Les possibilités de mobilisation des partenaires en faveur d'un relèvement rapide sont notamment les suivantes: i) les programmes bilatéraux et multilatéraux financés par les donateurs dans le Mindanao pour améliorer la situation socioéconomique; ii) les efforts de consolidation de la paix actuellement menés dans le Mindanao par des acteurs du secteur privé; et iii) la participation à la réduction des risques de catastrophe d'acteurs tels que le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, le PNUD, Oxfam, Save the Children et des pays donateurs.

### Coordination

21. La coordination, que ce soit au niveau national ou dans le Mindanao, est assurée par l'équipe de pays des Nations Unies, les équipes humanitaires de pays et de Mindanao et le Forum du développement des Philippines, conduit par le Gouvernement. Le PAM va continuer à participer à ces activités; il dirige les modules d'action groupée touchant l'alimentation, la logistique et les télécommunications d'urgence, et il prend part aux travaux des modules de la nutrition et du relèvement rapide.

---

## OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

22. L'IPSR 200296 a pour but de consolider le rétablissement des moyens de subsistance des communautés touchées par le conflit qui vivent dans l'insécurité alimentaire dans le centre de Mindanao et d'accroître leur capacité d'adaptation face aux chocs, en vue de contribuer à la consolidation de la paix. L'intervention soutiendra également l'action nationale et locale pour améliorer les capacités en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise.



23. Les objectifs en sont les suivants:

- i) consolider l'action de rétablissement des moyens de subsistance dans les communautés du centre de Mindanao qui vivent dans l'insécurité alimentaire, conformément à l'Objectif stratégique 3, grâce à des transferts de vivres et, dans une moindre mesure, à des transferts monétaires, et pour ce faire:
  - créer ou remettre en état des avoirs productifs et des biens communaux par le biais d'activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA) ou Espèces pour la création d'avoirs (ECA);
  - soutenir la formation et la diversification des moyens de subsistance à la faveur d'activités VCA et ECA; et
  - soutenir la scolarisation et le maintien à l'école des enfants dans les zones reculées en leur fournissant un repas scolaire sur place;
- ii) aider les personnes les plus vulnérables dont la sécurité nutritionnelle a diminué en raison de l'escalade du conflit, grâce aux mesures suivantes:
  - prévention et traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois; et
  - prévention de la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes et les mères allaitantes, conformément à l'Objectif stratégique 1;
- iii) investir dans les mesures de préparation et d'atténuation de l'impact des catastrophes en renforçant les capacités des administrations nationales, provinciales et locales dans le cadre d'activités ciblées de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise, conformément à l'Objectif stratégique 2.

24. En mettant l'accent sur l'assistance intégrée en faveur des communautés touchées par le conflit, l'IPSR est conforme au Plan de développement des Philippines pour 2012–2016 et au Plan d'action humanitaire des Nations Unies (2012), et il contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 1, 2, 3, 4, 5 et 7.

## STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

### Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour par le PAM en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

25. Le PAM a rétabli une présence aux Philippines en 2006 à la suite d'une demande d'assistance en faveur des zones touchées par le conflit dans le Mindanao reçue du Gouvernement. Il a également fourni une assistance pour compléter les interventions des pouvoirs publics en faveur des populations touchées par les catastrophes naturelles et a notamment apporté un soutien à 3,5 millions de bénéficiaires au fil des cinq dernières années, pour un montant total de 131 millions de dollars.

26. Les principales activités exécutées à ce jour sont notamment des distributions générales de vivres en faveur des personnes déplacées à l'intérieur du pays, une alimentation scolaire d'urgence, une supplémentation alimentaire, un programme d'alimentation en faveur du groupe vulnérable que constituent les personnes déplacées, des activités Vivres contre travail (VCT) et Vivres pour la formation (VPF), des activités de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise, une formation portant sur l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité à l'intention des organismes gouvernementaux et des

organisations non gouvernementales (ONG) de contrepartie, et l'introduction à titre expérimental des micronutriments en poudre et des transferts monétaires.

27. En 2011, l'IPSR 200131 a été évaluée lors d'une mission de suivi de l'Union européenne qui s'est concentrée sur les activités VCA, et lors d'une évaluation externe. Il est ressorti de ces travaux que l'appui fourni par le PAM était pertinent et adapté, et contribuait de manière positive au rétablissement des moyens de subsistance. Il a toutefois été recommandé d'améliorer encore la capacité de suivi. Les recommandations formulées ont été prises en compte lors de l'élaboration de l'IPSR 200296.
28. En avril 2011, une visite conjointe aux Philippines de représentants des Conseils d'administration du PNUD, de l'UNICEF, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et du PAM a avalisé l'approche-programme du PAM et recommandé d'"encourager les achats sur le marché local, au niveau de la communauté, avec le concours du secteur privé local, car ces initiatives permettraient de renforcer l'économie locale"<sup>13</sup>.

### Grands axes de la stratégie

29. La stratégie de l'IPSR 200296 prévoit:
- un soutien nutritionnel de secours;
  - une aide au rétablissement des moyens de subsistance par le biais d'activités VCA et VPF et de l'alimentation scolaire; et
  - l'amélioration de la capacité de résistance face aux chocs en développant les moyens de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise et en constituant des stocks d'urgence.
30. La composante relative aux secours fournira des aliments de supplémentation prêts à l'emploi pour les enfants et un soutien nutritionnel pour les femmes enceintes et les mères allaitantes dans certaines communautés vulnérables. La prévention de la malnutrition aiguë s'adressera aux enfants de 6 à 23 mois et le traitement de la malnutrition aiguë modérée à ceux de 6 à 59 mois, en collaboration avec l'UNICEF.
31. Dans le cadre d'une action conjointe de programmation<sup>14</sup> du Fonds pour la réalisation des OMD en faveur des enfants, de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans la péninsule de Zamboanga, le PAM va continuer à fournir des micronutriments en poudre afin de permettre l'enrichissement des aliments à domicile, le but étant de réduire et de prévenir l'anémie chez les enfants de 6 à 23 mois.
32. La présente IPSR met l'accent sur la consolidation de l'action de rétablissement des moyens de subsistance et le renforcement de la capacité d'adaptation des communautés vulnérables touchées par le conflit grâce à des activités conformes aux priorités nationales. Dans le cadre des activités VCA et VPF, le PAM utilisera les transferts de vivres, les transferts monétaires et la distribution de bons dans le Mindanao. Là où les marchés sont développés et où l'infrastructure financière est suffisante, les transferts monétaires devraient permettre: i) de relever le pouvoir d'achat des bénéficiaires et de stimuler les économies locales; ii) d'offrir des possibilités de diversification de l'assortiment alimentaire; et iii) d'inciter à remettre les avoirs en état. Le développement de l'utilisation

<sup>13</sup> WFP/EB.A/2011/15.

<sup>14</sup> Les partenaires sont l'UNICEF, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la Santé.

des transferts monétaires et des bons sera envisagé en fonction de l'efficacité et de l'efficacités des interventions initiales.

33. Les interventions Vivres ou Espèces pour la création d'avoirs (V/ECA) développeront les compétences nécessaires pour améliorer et diversifier les moyens de subsistance<sup>15</sup> grâce à la formation professionnelle, qui privilégiera les besoins des femmes.
34. Le PAM aidera le Gouvernement à renforcer sa capacité de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise:
  - en fournissant un appui technique aux collectivités locales pour l'exécution de petits projets d'atténuation des effets des catastrophes;
  - en développant la planification préalable au niveau national et local ainsi que les moyens d'intervention d'urgence, par le biais de la formation et de la diffusion des meilleures pratiques;
  - en renforçant le module de la sécurité alimentaire; et
  - en développant la préparation du bureau de pays grâce à la constitution d'un stock alimentaire de secours de 1 500 tonnes de riz et au prépositionnement de 200 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique destinés aux secours immédiats en cas de catastrophe<sup>16</sup>.
35. Conformément à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes<sup>17</sup>, le PAM et ses partenaires coopérants créeront un environnement qui permettra aux femmes de bénéficier de l'assistance alimentaire sur un pied d'égalité et ce, en prenant systématiquement en compte les questions se rapportant à la parité et à la protection dans les outils d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité. Lors des distributions de vivres, d'espèces et de bons, il sera tenu compte des questions se rapportant à la protection des bénéficiaires, à leurs droits et à leur sécurité.

### **Stratégie de transfert des responsabilités**

36. Il est peu probable que le transfert des activités ait lieu à la fin des deux années d'exécution de cette IPSR vu la précarité de la situation dans le centre de Mindanao et la nécessité de consolider la reprise. Les principales composantes que sont les activités V/ECA et V/EPF sont intégrées aux programmes de protection sociale de l'État, d'où une meilleure prise en charge par le pays et un renforcement des capacités nationales. Le PAM va analyser les besoins nationaux s'agissant de l'exécution des programmes fondés sur l'assistance alimentaire et monétaire dans le cadre de la protection sociale en vue de mettre au point des plans de renforcement des capacités adaptés.

### **Bénéficiaires et ciblage**

37. Quatre-vingts pour cent des 977 000 bénéficiaires visés par l'IPSR 200296 vivent dans les deux provinces de Maguindanao et de Lanao del Sur de la Région autonome musulmane de Mindanao; les autres seront sélectionnés dans les municipalités touchées par le conflit des provinces avoisinantes de Cotabato Nord, Sultan Kudarat et Lanao del Norte

<sup>15</sup> Par exemple, une formation en maraîchage, traitement après-récolte et fabrication de cordes et de nattes.

<sup>16</sup> Cette réserve couvrira les besoins d'urgence de 100 000 personnes en cas de crise en attendant une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire. Les biscuits à haute teneur énergétique seront stockés dans l'entrepôt du PAM; pour le stock d'urgence de riz, un contrat à terme sera passé avec l'Autorité alimentaire nationale.

<sup>17</sup> WFP/EB.1/2009/5-A/Rev.1.

et de la péninsule de Zamboanga, où les initiatives relevant du Fonds pour la réalisation des OMD sont en cours.

⇒ *Vivres ou espèces pour la création d'avoins et pour la formation*

38. D'après les scores de consommation alimentaire des ménages, 159 000 participants vivant dans l'insécurité alimentaire dans les municipalités ciblées seront sélectionnés pour les activités de rétablissement des moyens de subsistance, en concertation avec les communautés. Les départements du Gouvernement travailleront avec les organisations et les dirigeants locaux pour recenser les activités communautaires à forte intensité de main-d'œuvre, soucieuses de parité entre les sexes, judicieuses d'un point de vue environnemental, à faible technologie, peu risquées et conformes aux priorités des communautés et du Gouvernement. Les partenaires coopérants du PAM soumettront aux comités locaux d'examen des projets, pour approbation, les activités qui répondent aux critères retenus. Cinquante mille des participants ciblés dans le cadre de cette composante bénéficieront de transferts monétaires et de bons en fonction de leur accès aux marchés, de la stabilité de leur approvisionnement alimentaire et de la stabilité des prix. Le choix des municipalités et des *barangay* (villages) ainsi que des mécanismes appropriés de transfert monétaire sera fait sur la base des conclusions de l'étude de faisabilité en cours.

⇒ *Alimentation scolaire*

39. Des repas scolaires seront distribués à 100 000 enfants scolarisés dans 350 écoles élémentaires de communautés reculées touchées par le conflit ou par une catastrophe, le but étant d'encourager la scolarisation après des années de déplacement des populations et de maintenir à l'école les enfants déjà inscrits. L'intervention servira également de filet de sécurité pour les enfants des ménages vulnérables touchés par le conflit.

⇒ *Supplémentation alimentaire*

40. Dans les provinces de Maguindanao, Cotabato Nord, Lanao del Sur et Lanao del Norte, les activités de prévention de la malnutrition aiguë dans les zones non desservies par le partenariat UNICEF/PAM pour la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë s'adresseront à 23 000 enfants de 6 à 23 mois. Le PAM se chargera du traitement de la malnutrition aiguë modérée chez 7 000 enfants de 6 à 59 mois qui seront identifiés dans le cadre d'opérations de dépistage. Dans les municipalités ciblées, 10 000 femmes enceintes et mères allaitantes recevront des rations à emporter composées de riz et de haricots mungo. Le PAM fournira des micronutriments en poudre pour 26 100 enfants de 6 à 23 mois aux fins de l'enrichissement à domicile de l'alimentation dans le cadre de l'action menée par le Fonds pour la réalisation des OMD.
41. Les sites où les capacités de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise seront renforcées seront sélectionnés en fonction des analyses des dangers et des risques, des évaluations des capacités requises et des résultats des consultations avec les parties prenantes. Les municipalités pauvres des provinces exposées aux catastrophes seront prioritaires.

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ</b>			
<b>Activité</b>	<b>Hommes et garçons</b>	<b>Femmes et filles</b>	<b>Total</b>
VCA	419 215	436 325	855 540
ECA	147 000	153 000	300 000
VPF	46 781	48 691	95 472
Alimentation scolaire	49 000	51 000	100 000
Supplémentation:			
➤ à titre préventif: enfants de 6 à 23 mois	11 270	11 730	23 000
➤ à titre curatif: enfants de 6 à 59 mois	3 430	3 570	7 000
Supplémentation – femmes enceintes et mères allaitantes		10 000	10 000
Micronutriments en poudre pour les enfants de 6 à 23 mois	12 789	13 311	26 100
<b>TOTAL*</b>	<b>478 785</b>	<b>498 327</b>	<b>977 112</b>

\* Les totaux ont été ajustés pour éviter qu'une même personne ne soit comptée deux fois. Le total inclut les bénéficiaires des micronutriments en poudre et des activités VPF et VCA.

## CONSIDÉRATIONS D'ORDRE NUTRITIONNEL ET RATIONS/VALEUR DES TRANSFERTS MONÉTAIRES ET DES BONS

42. Le riz est l'élément principal de l'assortiment alimentaire fourni par le PAM. Dans le cadre des activités VCA et VPF, la ration moyenne par participant et par jour est de 5 kilogrammes; le nombre de jours de travail dépend des critères arrêtés. À des fins de planification, le PAM a estimé à 10 en moyenne le nombre de jours de travail par mois et prévoit donc une allocation mensuelle de 50 kilogrammes de riz par famille de six personnes, ce qui est proche du besoin énergétique journalier de chaque membre de la famille; tous les ménages recevraient 200 kilogrammes de riz au maximum au cours des deux années d'exécution.
43. Les transferts alimentaires ou monétaires seront effectués en fonction des règles arrêtées pour le travail et la formation<sup>18</sup> et représenteront 75 pour cent des taux de salaire locaux, de façon à ne pas perturber le marché de l'emploi, conformément à la politique du Gouvernement.
44. L'intervention nutritionnelle en faveur des enfants cible la période décisive que sont les 1 000 premiers jours de la vie, à savoir de la conception à l'âge de deux ans. Un apport supplémentaire quotidien, composé de riz et de haricots, sera distribué aux femmes enceintes et aux mères allaitantes; il représentera 50 pour cent des besoins énergétiques et 35 pour cent des besoins protéiniques, et visera à prévenir la dénutrition et à encourager les femmes à se rendre dans les centres de santé. Pour prévenir la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 23 mois, du Plumpy'doz® viendra compléter leur régime ordinaire en glucides, protéines et lipides, en fournissant 100 pour cent des micronutriments requis. Le Plumpy'Sup® servira au traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois.

<sup>18</sup> Par exemple, la construction de 1 kilomètre de routes asphaltée nécessite 2 700 jours-hommes et celle de 1 kilomètre de digues de terre 150 jours-hommes.

45. Dans le cadre de l'activité d'alimentation scolaire, les écoliers recevront un repas chaud quotidien composé de riz et de haricots cuisinés avec de l'huile enrichie en vitamine A, accompagné de légumes cultivés par la communauté ou l'école. La contribution du PAM représente un tiers des macronutriments nécessaires quotidiennement aux enfants en âge scolaire.

**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS, PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)**

	Vivres ou espèces pour la création d'avoins ou la formation	Alimentation scolaire	Supplémentation pour les enfants	Supplémentation pour les femmes enceintes et les mères allaitantes	Micronutriments en poudre – Fonds pour la réalisation des OMD	Réserve d'urgence (préparation aux catastrophes et intervention en cas de crise)
Riz	278	150	–	333	–	228
Haricots	–	20	–	33	–	–
Huile végétale	–	10	–	–	–	–
Plumpy'doz® pour les enfants de 6 à 23 mois	–	–	47	–	–	–
Plumpy'Sup® pour les enfants de 6 à 59 mois	–	–	92	–	–	–
Biscuits à haute teneur énergétique	–	–	–	–	–	100
Micronutriments en poudre*	–	–	–	–	1	–
Valeurs des transferts monétaires/bons** (en dollars par personne et par jour)	4	–	–	–	–	–
<b>TOTAL (en grammes)</b>	–	<b>180</b>	<b>139</b>	<b>366</b>	<b>1</b>	<b>328</b>
<b>TOTAL (en dollars)</b>	<b>4</b>	–	–	–	–	–
Quantité totale de kilocalories par jour	1 000	700	247/500	1 200	–	1 270
Pourcentage de kilocalories d'origine protéique	8	8	10	10	–	9
Pourcentage de kilocalories d'origine lipidique	1,3	14	6	2	–	12

\* 15 vitamines et minéraux.

\*\* Pour les activités V/ECA et V/EPF, les taux correspondent à 75 pour cent du salaire minimum quotidien moyen et équivalent aux rations fournies dans le cadre des activités VPF et VCT.

**TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES (en tonnes), EN ESPÈCES ET EN BONS (en dollars), PAR ACTIVITÉ**

	Vivres ou espèces pour la création d'avoirs ou la formation	Alimentation scolaire	Supplémentation pour les enfants	Supplémentation pour les femmes enceintes et les mères allaitantes	Micro nutriments en poudre – Fonds pour la réalisation des OMD	Réserve d'urgence (préparation aux catastrophes et intervention en cas de crise)	Total
Riz	VCA 23 518 VPF 3 182	5 550		2 400		1 500	<b>36 150</b>
Haricots		740		240			<b>980</b>
Huile végétale		371					<b>371</b>
Plumpy'doz® (enfants de 6 à 23 mois)			778				<b>778</b>
Plumpy'Sup® (enfants de 6 à 59 mois)			464				<b>464</b>
Biscuits à haute teneur énergétique						200	<b>200</b>
Micronutriments en poudre					4		<b>4</b>
Valeur des transferts monétaires et des bons (en dollars)	2 000 000						
<b>TOTAL (en tonnes)</b>	<b>26 700</b>	<b>6 661</b>	<b>1 242</b>	<b>2 640</b>	<b>4</b>	<b>1 700</b>	<b>38 947</b>
<b>TOTAL (en dollars)</b>	<b>2 000 000</b>						

## DISPOSITIF D'EXÉCUTION

46. Le Département des affaires sociales et du développement restera le principal organisme gouvernemental de contrepartie du PAM. Sur le terrain, le PAM collaborera avec d'autres départements de façon à optimiser la participation locale et la complémentarité des ressources, et il travaillera avec les autorités de la Région autonome musulmane de Mindanao aux niveaux régional, provincial et municipal ainsi qu'à celui des *barangay*.

### Participation

47. À l'échelle des communautés, la gestion des projets sera assurée par des comités de distribution des vivres et de gestion des projets ainsi que par les associations parents-enseignants. Le PAM veillera à ce que 50 pour cent au moins des membres et des dirigeants des comités soient des femmes. Dans le cadre des activités VCA et ECA, les projets qui visent à diminuer la charge de travail des femmes et à améliorer leur accès aux avoirs productifs seront privilégiés, par exemple la création de points d'eau potable et l'amélioration des pratiques après-récolte.

## Partenaires

48. Le PAM complètera les dispositifs de sécurité sociale et l'action en faveur de la nutrition et de la sécurité alimentaire du Gouvernement en s'en remettant aux modalités de collaboration mises en place dans le cadre de l'IPSR 200131, et il travaillera avec les collectivités locales pour cibler les villages et les ménages, avec une contribution technique des départements compétents du Gouvernement. Il renforcera les capacités des partenaires en ce qui concerne le suivi de l'impact de la sécurité alimentaire au moyen de rapports et d'outils de suivi et d'évaluation communs.
49. Le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fournissent un appui complémentaire en faveur des personnes ciblées, anciens déplacés de retour dans le Maguindanao; ce partenariat se verra renforcé par un suivi conjoint de la sécurité alimentaire et des prix. Les partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies, en particulier le Fonds international de développement agricole, l'UNICEF, le FNUAP, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le PNUD, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation mondiale de la Santé, seront développés en fonction des besoins et des avantages comparatifs de chacun. Le PAM collaborera avec la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement pour assurer la complémentarité de l'utilisation des ressources.
50. Le PAM va multiplier le nombre d'ONG partenaires en s'engageant aux côtés de celles qui disposent de compétences spécialisées en matière de nutrition. Il travaille déjà avec Community and Family Services International et Helen Keller International et étudie les possibilités qui s'offrent d'apporter un appui complémentaire à l'exécution avec Save the Children et des organisations locales. Il collabore avec Action contre la faim pour réaliser une évaluation du ciblage des activités de transferts monétaires, et espère poursuivre ce partenariat durant la phase d'exécution de la composante relative aux transferts monétaires et aux bons.

## Modalités de transfert

51. Dans les provinces de Maguindanao, Lanao del Sur et Lanao del Norte, les distributions de vivres se poursuivront par l'intermédiaire des partenaires coopérants; dans celles de Cotabato Nord et de Sultan Kudarat, où le PAM a distribué des vivres, des ONG ou des services des collectivités locales seront mis à contribution pour exécuter les activités. Afin de renforcer les capacités, les services des collectivités locales intensifieront leur action de mobilisation des communautés, d'évaluation des projets et de suivi.
52. Pour les transferts monétaires, les modalités de distribution prévoient la mise à disposition de téléphones portables; dans les zones rurales où cette technologie n'est pas disponible, des bons d'alimentation seront utilisés. Le PAM intensifiera ses partenariats avec le Département des affaires sociales et du développement et les organismes de contrepartie du secteur privé, en s'inspirant de l'activité menée à titre expérimental en 2010 à Luçon.
53. En partenariat avec l'UNICEF, l'activité de supplémentation alimentaire sera exécutée par des partenaires coopérants ayant une expérience dans le domaine de la nutrition, par le biais des dispensaires ruraux administrés par les agents de santé des collectivités locales. Un suivi mensuel sera effectué par les partenaires coopérants, le Département de la santé, l'UNICEF et le PAM.



## Apports non alimentaires

54. Le PAM collaborera avec ses partenaires pour l'achat d'articles non alimentaires, notamment de balances, de toises et de centimètres pour mesurer le périmètre brachial pour les dispensaires ruraux; les ressources du PAM ne serviront à acheter de tels articles que si le manque en est criant. Sur certains sites, des groupes de petits producteurs agricoles recevront des séchoirs solaires portables et de petites installations de stockage des céréales pour améliorer les techniques après récolte. Dans le cadre de la composante relative à la préparation aux catastrophes et aux interventions en cas de crise, le PAM achètera un stock d'urgence de matériel non alimentaire, notamment de petits bateaux, des entrepôts mobiles et des générateurs.

## Impact sur l'environnement

55. Les programmes V/ECA et V/EPF sont planifiés en coopération avec le Département de l'environnement et des ressources naturelles afin d'optimiser l'impact positif pour l'environnement au moyen de la culture en terrasses, de la stabilisation des sols, de la plantation d'arbres et de la lutte contre l'érosion. La réduction des risques de catastrophe portera notamment sur la sensibilisation à l'environnement, en particulier à l'échelle des communautés et au niveau local.

## Logistique

56. Les produits alimentaires achetés sur les marchés internationaux ou régionaux arriveront par bateau à Polloc, dans la Région autonome musulmane de Mindanao; les cargaisons de conteneurs seront déchargées à Manille, General Santos ou Davao. Les produits alimentaires seront stockés dans deux entrepôts du PAM à partir desquels des camions du Gouvernement ou de transporteurs commerciaux les achemineront jusqu'à leurs points de livraison finale. Les produits alimentaires achetés localement ou donnés en nature seront acheminés par les fournisseurs jusqu'aux points de livraison finale.

57. Les articles non alimentaires et les biscuits destinés aux interventions d'urgence seront prépositionnés dans deux entrepôts à Luçon et Mindanao. Deux stations du Système d'analyse et de gestion des mouvements des produits (COMPAS) seront installées à Cotabato et à Manille.

## Achats

58. Les achats seront effectués conformément aux procédures normalisées du PAM afin d'en garantir la transparence et le bon rapport coût-efficacité. Le stock d'urgence de riz devrait être acheté localement par l'intermédiaire de l'Office des céréales. En application de la recommandation formulée à l'issue de la visite conjointe des représentants des Conseils d'administration, en avril 2011, la possibilité d'acheter localement des céréales alimentaires va être étudiée en vue de renforcer les capacités des organisations agricoles.

---

## SUIVI DE L'EXÉCUTION

59. Les données concernant la sécurité alimentaire vont continuer à être tirées de l'évaluation annuelle. Dans la mesure du possible, des données sur la nutrition seront recueillies en partenariat avec l'UNICEF. Les résultats obtenus grâce à l'alimentation scolaire seront contrôlés au moyen de visites de suivi et des registres scolaires. Les données sur la création d'avoirs et le développement des compétences seront extraites des rapports d'achèvement et des évaluations des projets. Les partenaires coopérants établiront des rapports mensuels sur le suivi et les distributions de vivres, en ventilant les données par

sexe et par âge, selon qu'il conviendra. Les données de suivi seront obtenues et analysées au moyen de la base de données existante.

60. Des visites conjointes de suivi seront effectuées par le PAM, les ONG partenaires, les homologues du Gouvernement et les donateurs, selon les cas. Lors de réunions mensuelles des parties prenantes tenues au niveau des bureaux auxiliaires, les résultats du suivi seront examinés. Une évaluation externe de l'IPSR 200296 est prévue pour la fin de 2013.

## ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

61. Le PAM réalise des examens périodiques et classe les risques et les mesures d'atténuation compte tenu de l'impact et de la probabilité de survenue. Il va continuer à actualiser le plan de secours tous les ans, en concertation avec le Gouvernement, les administrations provinciales, les organismes des Nations Unies et les ONG partenaires.

### Risques contextuels

62. Les principaux risques contextuels dans le cadre de l'IPSR 200296 sont les suivants: i) une catastrophe de grande envergure survenant brutalement qui perturbe les programmes ou entraîne une augmentation considérable des besoins; ii) une dégradation de la sécurité ou un retard pris dans le déroulement du processus de paix, qui pourraient accroître les besoins des personnes déplacées ou perturber l'intervention et restreindre l'accès du PAM et de ses partenaires; et iii) une flambée des prix des produits alimentaires.
63. En raison du caractère imprévisible de l'évolution de la situation politique et socioéconomique dans le centre de Mindanao, une approche souple va être adoptée. Les systèmes gouvernementaux d'alerte rapide en cas de catastrophe naturelle ont été renforcés par le Conseil national de gestion et de réduction des risques de catastrophe et par l'Administration nationale des services atmosphériques, géophysiques et astronomiques. Le stock d'urgence de riz et de biscuits à haute teneur énergétique qu'il est proposé de créer permettra de faire face aux besoins immédiats en cas de crise soudaine.

### Risques programmatiques

64. Les risques programmatiques tiennent au manque de moyens des partenaires coopérants. Le PAM développera les partenariats, étudiera les possibilités d'association avec des ONG nationales et intensifiera sa collaboration avec l'Agence de développement Bangsamoro en vue d'atténuer ce type de risques. Le bureau de pays surveillera les risques de détournement des produits alimentaires et de ciblage inadéquat et prendra les mesures correctives requises.
65. Les risques que représentent pour les bénéficiaires les interventions sous forme de transferts monétaires et de bons sont l'inflation, les variations du taux de change, l'utilisation inappropriée des espèces et des bons remis, les problèmes technologiques dans les zones reculées et les problèmes de sécurité lors des distributions. Les risques qu'encourent les partenaires coopérants sont les problèmes liés au ciblage, les vols, les erreurs lors des distributions et le détournement de l'argent et des bons. Les partenaires choisis par le PAM pour les transferts monétaires prendront en compte tous les aspects de la conception, de l'exécution et du suivi et réduiront les risques au minimum.

## Risques institutionnels

66. Un financement insuffisant pourrait entraîner une réduction des rations, ce qui aurait des répercussions pour la composante relative à la nutrition. Le PAM continuera de mobiliser des ressources pour maintenir un niveau de financement suffisant. La corruption et la politisation de l'assistance alimentaire ou des transferts sous forme monétaire ou de bons, en particulier au niveau des collectivités locales, appellent un suivi coordonné par le PAM et ses partenaires.

---

## SÉCURITÉ

67. En matière de sécurité, les principales inquiétudes sont liées au conflit potentiel entre le Gouvernement philippin et le Mouvement de libération islamique Bangsamoro. Il est possible que des querelles familiales ou des activités criminelles mettent le personnel du PAM en danger; face à la menace d'enlèvement, il faut rester vigilant. Avec l'appui du Département de la sûreté et de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies, le PAM exécutera rigoureusement les procédures opérationnelles normalisées applicables pour le niveau d'insécurité qui est celui du centre de Mindanao d'après le système établi par les Nations Unies (niveau 4, "substantiel"). Il applique les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes minimales de sécurité des télécommunications.

## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION</b>			
<b>Produits alimentaires<sup>1</sup></b>	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
Céréales	36 150	20 944 854	
Légumes secs	980	1 029 000	
Huile et matières grasses	371	452 620	
Aliments composés et mélanges	1 442	4 755 278	
Autres	4	100 712	
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>38 947</b>	<b>27 282 464</b>	
Transferts sous forme d'espèces et de bons		2 000 000	
<b>Total partiel, produits alimentaires et transferts</b>			<b>29 282 464</b>
Transport extérieur			2 372 037
Transport terrestre, entreposage et manutention			2 350 451
Autres coûts opérationnels directs			3 285 564
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir annexe I-B)			8 517 889
<b>Total des coûts directs pour le PAM</b>			<b>45 808 405</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			3 206 588
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>49 014 993</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

## ANNEXE I-B

<b>BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs recrutés sur le plan international	3 377 255
Personnel local – Administrateurs recrutés sur le plan national	335 455
Personnel local – Agents des services généraux	2 003 394
Personnel local – Heures supplémentaires	32 197
Primes de risque et de sujétion	429 894
Consultants internationaux	375 284
Consultants locaux	127 867
Voyages officiels du personnel	664 993
<b>Total partiel</b>	<b>7 346 339</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	
Location des locaux	227 900
Charges (électricité, etc.)	115 360
Fournitures de bureaux et autres articles consommables	76 920
Services de communication	142 520
Réparation et entretien du matériel	87 090
Exploitation et entretien des véhicules	168 960
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	18 000
<b>Total partiel</b>	<b>836 750</b>
<b>Dépenses d'équipement et autres coûts</b>	
Location de véhicules	244 800
Matériel de communication	55 000
Dépenses locales de sécurité	35 000
<b>Total partiel</b>	<b>334 800</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>8 517 888</b>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<b>Objectif 1: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition (Objectif stratégique 3)</b>		
<b>Effet direct 1</b> Adéquation de la consommation alimentaire au cours de la période couverte par l'assistance pour les ménages déplacés de retour chez eux et les autres ménages en situation d'insécurité alimentaire qui participent à la création d'avoires productifs et aux activités de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score de consommation alimentaire des ménages</li> </ul> Cible: 90 % des ménages ont un score de consommation alimentaire acceptable (critère de référence = 75 % d'après l'évaluation Banque mondiale/PAM de 2010–2011)	<i>Hypothèses:</i> La filière des produits alimentaires du PAM est stable Aucun déplacement de population de grande envergure ne transforme en une opération de secours cette intervention en faveur d'un relèvement rapide Les vivres parviennent bien aux bénéficiaires prévus
<b>Produit 1.1</b> Produits alimentaires de qualité et espèces distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes et hommes ciblés	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage des bénéficiaires prévus (ventilés par sexe) qui ont bien été aidés par les activités appuyées par des produits alimentaires et des transferts monétaires</li> </ul> Cible: 100 % (951 000 bénéficiaires, dont au moins 50 % de femmes) <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribués au cours du projet</li> </ul> Cible: 26 700 tonnes <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Valeur des espèces/bons distribués au cours du projet dans le cadre des activités Espèces contre travail ou Espèces pour la formation</li> </ul> Cible: 2 millions de dollars	
<b>Effet direct 2</b> Amélioration de l'accès aux avoires productifs des communautés de personnes déplacées de retour chez elles et d'autres communautés en situation d'insécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score des communautés en matière d'avoires</li> </ul> Cible: augmentation du nombre d'avoires productifs utiles pour 80 % des projets <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Augmentation de la production agricole, en pourcentage</li> </ul> Cible: entre 20 et 50% d'augmentation	<i>Hypothèse:</i> Des ressources complémentaires sont fournies par les organismes partenaires et les départements gouvernementaux

## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p><b>Produit 2.1</b> Moyens de subsistance élaborés, construits ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Superficie de terres agricoles destinée à la production agricole Cible: 3 000 hectares</li> <li>➤ Routes reliant les exploitations agricoles aux marchés construites/remises en état (en kilomètres) Cible: 50 kilomètres</li> <li>➤ Canaux d'irrigation remis en état (en kilomètres) Cible: 300 kilomètres</li> </ul>	<p><i>Risque:</i> Dans certaines régions, des difficultés liées à la propriété foncière pourraient entraver la participation des communautés et compromettre la viabilité des avoirs créés</p> <p><i>Hypothèse:</i> Les apports complémentaires essentiels sont fournis par les services des collectivités locales et d'autres partenaires</p>
<p><b>Effet direct 3</b> Amélioration des compétences pratiques des ménages déplacés de retour chez eux et d'autres ménages en situation d'insécurité alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage d'accroissement du revenu des ménages résultant de l'acquisition de certaines compétences Cible: 15 à 20 % d'augmentation des revenus annuels des ménages</li> </ul>	<p><i>Risque:</i> L'absence de possibilités de commercialisation pourrait compromettre la durabilité</p>
<p><b>Produit 3.1</b> Compétences accrues permettant de diversifier et de renforcer les moyens de subsistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Types de compétences acquises par les participants Cible: cinq types au moins de compétences utiles pour améliorer les moyens de subsistance</li> </ul>	
<p><b>Effet direct 4</b> Stabilisation de la scolarisation des filles et des garçons dans les écoles bénéficiant d'une assistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux de rétention scolaire, pour les filles et les garçons, dans les écoles bénéficiant d'une assistance du PAM Cible: taux de rétention visé atteint dans 80 % des écoles</li> </ul>	<p><i>Hypothèse:</i> Des apports complémentaires sont fournis par la communauté et d'autres parties prenantes</p>
<p><b>Produit 4.1</b> Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux filles et aux garçons</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage de filles et de garçons bénéficiaires dans les écoles élémentaires sélectionnées Cible: 100 % (85 000)</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribués Cible: 6 661 tonnes</li> <li>➤ Nombre d'écoles ciblées Cible: 350</li> </ul>	

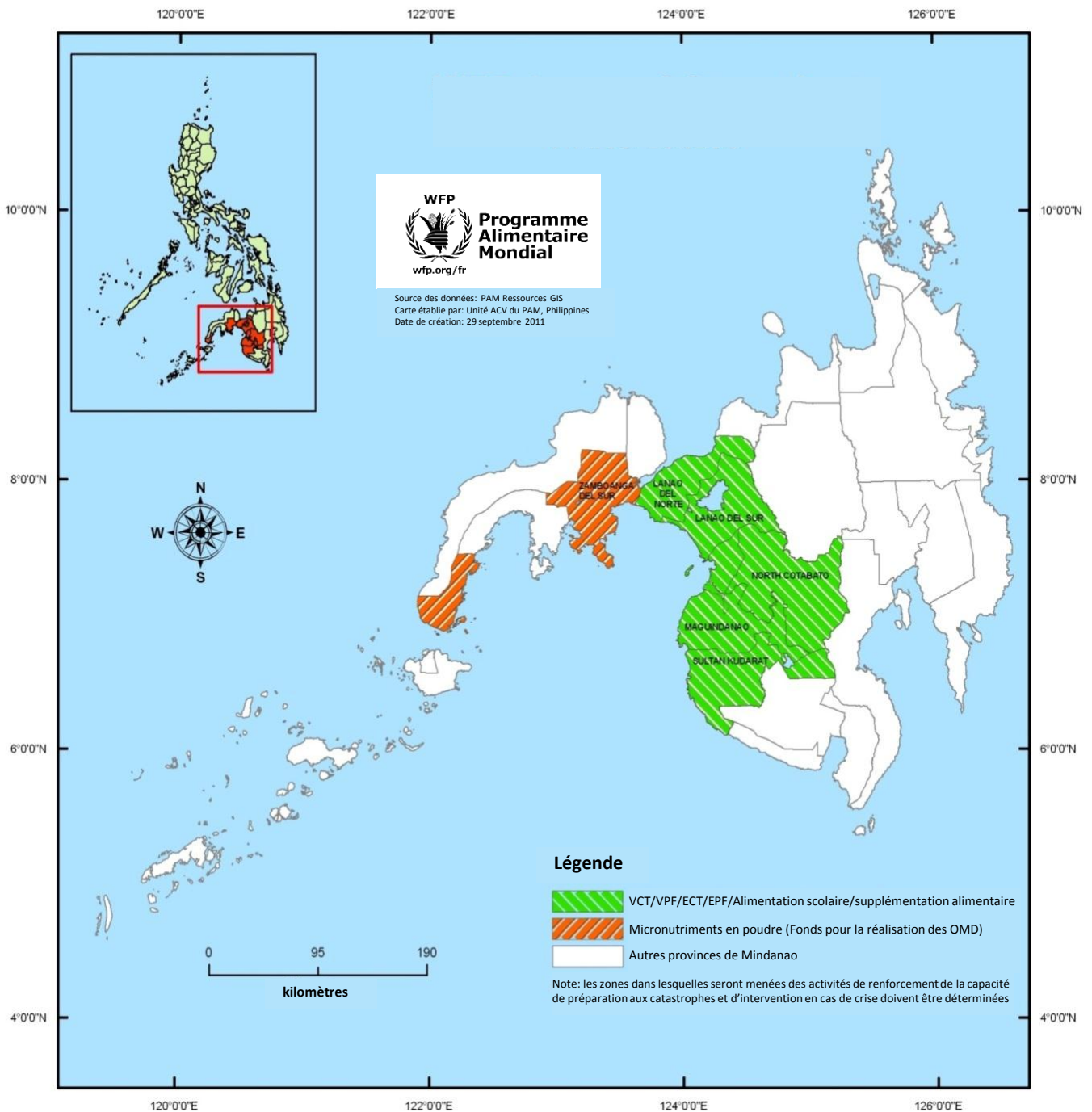


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<b>Objectif 2: Sauver la vie des personnes les plus vulnérables dont la sécurité nutritionnelle a été considérablement fragilisée par l'escalade du conflit de 2008/09 (Objectif stratégique 1)</b>		
<b>Effet direct 5</b> Réduction de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois ainsi que chez les femmes enceintes et les mères allaitantes dans les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois (rapport poids/taille) et chez les femmes enceintes et les mères allaitantes (périmètre brachial)</li> </ul> Cible: à décider à l'issue de l'évaluation UNICEF/PAM de la nutrition menée en octobre 2011	<i>Hypothèses:</i> Aucune grande épidémie n'éclate Des ressources complémentaires sont fournies par l'UNICEF et les pouvoirs publics pour les activités communautaires de lutte contre la malnutrition aiguë modérée
<b>Produit 5.1</b> Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux enfants de 6 à 59 mois ainsi qu'aux femmes enceintes et aux mères allaitantes	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage prévu d'enfants (ventilé par sexe) et pourcentage de femmes enceintes et de mères allaitantes bénéficiant de cette intervention</li> </ul> Cible: 100 % (30 000 enfants et 10 000 femmes enceintes et mères allaitantes) <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribués</li> </ul> Cible: 3 882 tonnes	
<b>Objectif 3: Investir dans la préparation aux catastrophes et les mesures d'atténuation de leur impact (Objectif stratégique 2)</b>		
<b>Effet direct 6</b> Augmentation de la capacité de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise aux niveaux national et local	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Indice de préparation aux catastrophes</li> </ul> Cible: renforcement des capacités du Gouvernement, comme prévu, pour 80 % des projets bénéficiant d'un appui <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de services des collectivités locales utilisant des systèmes de surveillance alimentaire et nutritionnelle et d'alerte rapide</li> </ul> Cible: 10 services	<i>Hypothèses:</i> La réduction des risques de catastrophe reste prioritaire Les activités de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise suivent leur cours Les ressources requises sont mobilisées
<b>Produit 6.1</b> Savoir-faire amélioré en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise ainsi que d'alerte rapide	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de séances de formation consacrées à la logistique, à l'évaluation des besoins, à la coordination des secours en cas de catastrophe, à l'alimentation et à la nutrition, et à l'alerte rapide</li> </ul> Cible: 25 sessions <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de participants aux formations, ventilé par sexe</li> </ul> Cible: 500 fonctionnaires, dont au moins 50 % de femmes	



## ANNEXE III

## ZONES D'INTERVENTION — IPSR 200296



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ECT	Espèces contre travail
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
V/ECA	Vivres ou Espèces pour la création d'avoirs
V/EPF	Vivres ou Espèces pour la formation
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VCT	Vivres contre travail
VPF	Vivres pour la formation